

# Les femmes et la Société des Nations : le statut de la femme : un Comité d'experts

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses**

Band (Jahr): **26 (1938)**

Heft 516

PDF erstellt am: **25.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-262909>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

# Le Mouvement Féministe

Paraît tous les quinze jours le samedi

## DIRECTION ET RÉDACTION

M<sup>lle</sup> Emilie GOURD, 17, rue Töpffer

## ADMINISTRATION

M<sup>lle</sup> Renée BERGUER, 7, route de Chêne

Compte de chèques postaux I. 943

## Organe officiel

des publications de l'Alliance nationale  
de Sociétés féminines suisses

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs

## ABONNEMENTS

SUISSE . . . . . Fr. 6.-

ÉTRANGER . . . . . 8.-

Le numéro . . . . . 0.25

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier. À partir de juillet, il est  
délivré des abonnements de 6 mois (3 fr.) valables pour le semestre de  
l'année en cours.

## ANNONCES

11 cent, le mm.

Largeur de la colonne: 70 mm.

Réductions p. annonces répétées

Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> janvier. À partir de juillet, il est  
délivré des abonnements de 6 mois (3 fr.) valables pour le semestre de  
l'année en cours.

Ne désespérez jamais,  
mais si cela vous arrive,  
travaillez même en dés-  
espérant,

BURKE.

## Notes et documents

### Une enquête sur le chômage féminin à Genève

#### Répartition des 506 chômeuses enquêtées (Suite) <sup>1</sup>

##### d) suivant leur profession.

La profession la plus atteinte, au moment où cette enquête a été faite (mais peut-être ceci a-t-il changé depuis lors par le travail des munitions? (Réd.) était, comme il convient à Genève, l'horlogerie et la bijouterie, auxquelles appartenient près de la moitié des chômeuses. Les employées de commerce représentent le 38 %, parmi lesquelles les vendeuses, les employées de bureau et les caissières sont les plus nombreuses. « Les femmes comptables ne rencontrent pas toujours la confiance de l'employeur, qui leur préfère des hommes ayant appris toutes les méthodes de comptabilité actuelle » écrit à ce sujet la directrice de l'Office de placement. Quant aux sténodactylographes, la cause de leur chômage est en général leur qualification d'ordre inférieur.

Les professions de l'habillement et de la toilette, qui figurent sur cette liste pour un peu plus de 11 %, connaissent d'autre part le chômage saisonnier, pendant lequel les économies réalisées alors que l'on travaillait à plein rendement s'épuisent rapidement. Actuellement, périodes de travail et morte-saison se partagent assez exactement les 12 mois de l'année, et comme l'assurance-chômage obligatoire ne paye de prestations que pendant 90 jours par an, il reste 3 mois pendant lesquels il faut vivre tant bien que mal avec le montant des allocations de chômage.

La statistique de la répartition des chômeuses par profession nous présente aussi des musiciennes qui sont les victimes du progrès, étant des pianistes de cinémas que les films sonores ont privées de leur gagne-pain, des dames de réception de médecins qui n'ont pas les connaissances médicales et linguistiques généralement exigées actuellement, des représentantes, etc.

##### e) suivant la date de la période de chômage.

4 chômeuses (nous ne savons pas si ce sont des incapables ou des « trop âgées ») chôment depuis 1931 ! 129, soit plus du quart, depuis 1932, mais la majorité, heureusement, n'est inscrite que depuis 1936.

##### f) suivant les charges de famille.

Cette statistique touche une question intéressante, aussi bien du point de vue féministe en général que de celui, simplement humanitaire, de la situation des chômeuses. L'on a, en effet, souvent cherché à établir quelle est la participation de la femme au budget du ménage, mais on s'est tout aussi souvent heurté à la difficulté d'une évaluation générale, et ce sont seulement des enquêtes spécialisées comme celle-ci, qui peuvent répondre en fournissant quelques précisions. Voici les chiffres de M<sup>lle</sup> Caillat :

Près du 70 % des chômeuses enquêtées n'ont pas de charges de famille. A ceux qui trouveraient cette proportion considérable, rappelons d'une part que nous avons dit plus haut que près du 48 % sont des célibataires, ce qui, dans une certaine mesure, contribue à diminuer ces charges ; et aussi qu'ont été déclarées « sans charge » les chômeuses vivant, soit avec une mère assistée, soit avec un mari qui travaille partiellement, soit encore avec un enfant qui a un petit gain.

Plus du 30 % de ces chômeuses par conséquent supportent des charges. Voici lesquelles :

66 sont le soutien d'une mère âgée (soit le 40 % de celles qui sont soutien de famille).

44 ont la charge d'un enfant (dans plusieurs cas illégitime, d'autres fois malade, chômeur de son côté, etc., etc.).

12 vivent avec une sœur (malade, chômeuse, ou encore ne travaillant que partiellement).

5 entretiennent leur mari malade, chômeur, infirme ou ne travaillant que partiellement).

Les nombres restreint des enfants dans cette statistique peut paraître étonnant, mais, ainsi que le relève M<sup>lle</sup> Caillat, la majorité des femmes

enquêtées n'ont qu'un seul enfant. Il faut noter aussi que dans bien des cas particulièrement difficiles, les enfants sont élevés par les soins de la commune d'origine. Un des orphelinats du voisinage de Genève compte plusieurs fillettes, dont la mère est en chômage et qui sont ainsi assimilées à des orphelins.

##### g) d'après le travail temporaire qu'elles ont réussi à effectuer.

Enfin, M<sup>lle</sup> Caillat a encore voulu examiner l'effort accompli par certaines chômeuses pour chercher une occupation, même passagère, alors que d'autres sont restées complètement inertes. Et cette dernière catégorie est tristement nombreuse: 227 chômeuses sur 506, soit donc le 44 %, n'ont pas eu durant toute l'année sur laquelle a porté l'enquête un seul jour de travail à leur actif, soit en raison de leur âge, soit aussi, hélas de leur passivité, et de l'habitude qu'elles ont fini par prendre de se laisser aller, sans réagir, sans chercher à tout prix une solution. En voici un type assez caractéristique que dépeint M<sup>lle</sup> Caillat :

« M<sup>lle</sup> F., ancienne comptable vit seule. En chômage depuis 1932, elle n'a fait que de rares travaux de copie, ne connaît plus la discipline d'une vie active, et passe ses journées à fumer et à lire. Sous-alimentée, elle n'a plus la force de réagir et sombre dans une déchéance, qui la rend toujours plus inapte au travail ».

Heureusement que d'autres, presque aussi nombreuses ont agi autrement et ont fait un effort pour trouver du travail pendant quelques journées. Elles ont fait de la couture à domicile, ou dans les ateliers de chômage de l'Ouvroir de l'Union des Femmes, elles ont vendu des journaux, fait des lessives ou des ménages, sont entrées pour une courte période comme vendeuses auxiliaires dans un grand magasin, ont écrit des adresses, classé des fiches, etc., etc.

(A suivre)

## AVIS IMPORTANT

Lorsque ces lignes paraîtront, les remboursements pour les abonnements non encore payés en 1938, auront été mis à la poste, et nous espérons que chacun voudra leur réserver bon accueil, songeant que, si notre journal a grand besoin de nouveaux abonnés, il est non moins indispensable que ses anciens amis lui restent fidèles.

## Dans l'Eglise Nationale Vaudoise

### L'éligibilité des femmes dans les Conseils ecclésiastiques.

Faisant suite à une décision du Synode, la Commission synodale de l'Eglise nationale vaudoise vient d'adresser aux conseils de paroisse et aux pasteurs une circulaire relative à l'éligibilité des femmes dans les corps ecclésiastiques, corollaire naturel du droit de vote accordé il y a trente ans, réforme que justifie le rôle de premier plan que la femme remplit dans la famille et dans l'Eglise. Cette circulaire pose les questions suivantes, qui serviront de base aux rapports que les conseils de paroisse doivent adresser avant le 31 mars au bureau de l'arrondissement :

1. Estimez-vous qu'il y a lieu de modifier la loi ecclésiastique, en octroyant aux femmes l'éligibilité dans les corps ecclésiastiques ?
2. Ce droit d'éligibilité devrait-il se borner à l'introduction des femmes dans les conseils de paroisse ou devrait-il s'étendre aux conseils d'arrondissements, au Synode et à la Commission synodale ?
3. Quelles raisons avancez-vous pour justifier vos décisions sur cette deuxième question ?
4. Si le principe de l'éligibilité était admis, y aurait-il lieu de fixer une proportion de Féminisme féminin dans les conseils (conseils de paroisse, d'arrondissements, Synode et Commission synodale) ?
5. Les femmes élues dans les corps ecclésiastiques seraient-elles astreintes à toutes les obligations incombant aux membres de ces corps (lecture en chaire, distribution de la Ste-Cène, etc.) ?



Cliché Mouvement Féministe

### M<sup>lle</sup> SOUMÉ-TCHENG

Présidente de tribunal en Chine, femme politique et auteur bien connu.

(Voir article en 4<sup>ème</sup> page.)

6. La Commission synodale et le Synode pourraient-ils appeler des femmes à siéger dans les commissions diverses prévues par la loi, indépendamment du droit d'éligibilité dans les corps ecclésiastiques ?

7. Par quels moyens vous êtes-vous assuré de recueillir l'avis des femmes de votre paroisse ?

8. La question posée a-t-elle soulevé de l'intérêt ou a-t-elle rencontré l'indifférence de la majorité des fidèles ?



## Les femmes et la Société des Nations

### Le statut de la femme : un Comité d'experts

La première étape d'exécution de la décision prise en septembre dernier par la S. d. N. relativement au statut de la femme était, l'on s'en souvient peut-être, la constitution d'un Comité d'experts, chargé, non pas de faire lui-même, mais de faire faire par des institutions compétentes une étude d'ensemble détaillée sur la condition juridique de la femme dans les divers pays du monde, « telle qu'elle résulte de droit national et de son application ». La première étape, en effet, puisque tout accord, toute Convention internationale doit être minutieusement élaborée sur des bases juridiques sûres, et que rien ne pouvait être obtenu de ce que réclamaient des féministes peu au courant de ces méthodes de travail internationales, avant que un Comité d'experts eût été constitué.

On comprend dès lors la grande importance que l'on a attachée dans les milieux féministes à la désignation de ce Comité d'experts, et comment dès novembre dernier les onze grandes organisations féminines internationales, les qui se groupent en un « Comité de Liaison » soumettaient à la S. d. N. une liste de treize noms de juristes. De leur côté, certains gouvernements présentaient aussi des candidates, et, malheureusement, d'autres organisations féminines qui ne sont pas membres du « Liaison Committee » arrivaient à leur tour avec d'autres noms plus ou moins bien choisis. Nous disons malheureusement, non pas que nous pensions que toutes les femmes doivent toujours être du même avis, ni que nous contestions à quelle Société que ce soit le droit de proposer quelles candidatures que ce soient pour quel poste que ce soit, mais parce que lorsqu'il s'agit d'arriver à un but précis, les questions de personnes et de rivalités devraient s'effacer, et les démarches être menées en

commun, sur un front unique, comme l'indiquent les notions les plus élémentaires d'une bonne tactique. Alors que la violente agitation créée par certains groupements d'outre-Atlantique, l'arrivée inopinée à Genève de déléguées de Sociétés musulmanes réclamant que leurs candidatures fussent prises en considération, les télégrammes contradictoires annonçant, puis retirant telle candidature, ou en recommandant telle autre, qui bombardèrent tant le Secrétariat de la S. d. N., que le président du Conseil, risquèrent de faire tout échouer, ou tout au moins tout retarder, du fait de la menace de renvoi, par un président excédé de ces nominations si passionnément contestées, à la session de mai du Conseil. On peut se demander également jusqu'à quel point il était indiqué de mener pareille agitation, quand justement le président du Conseil en exercice pour la première fois appartenait à un pays (l'Iran) dans lequel l'émancipation féminine est encore à ses débuts, et auquel l'aspect que l'on donna à une certaine action féministe ne dut certainement pas donner une grande envie de poursuivre cette émancipation chez lui !

Aussi est-ce avec soulagement que, le 28 janvier, l'on apprit dans les milieux féministes internationaux de Genève que les nominations étaient faites et le fameux Comité d'experts enfin constitué. Soulagement, qui fut immédiatement obscurci par le plus vif regret: le membre français de ce Comité n'est pas M<sup>me</sup> Maria Véronne, l'avocate de grand renom, l'inépuisable luttieuse pour les droits de la femme, la candidate en tête de liste du Comité de Liaison. Mais ce n'est point la faute de la S. d. N. si M<sup>me</sup> Maria Véronne n'a pas été nommée, mais bien celle du gouvernement français, qui, il y a plusieurs mois déjà, avait présenté de son côté, une candidate dont nous applaudirions le succès si celui-ci n'avait pas pour conséquence indirecte l'insuccès de M<sup>me</sup> Véronne: M<sup>me</sup> Bastid-Basdevant. Agrégée en droit de l'Université de Paris, professeur à la Faculté de droit de Lyon, M<sup>me</sup> Bastid est déjà venue à Genève avec son père, M. Basdevant, dont l'autorité en matière juridique internationale fait foi, et a sauf erreur rempli les fonctions de chefs de cabinet de son mari alors qu'il était ministre du commerce. C'est donc une personnalité de valeur incontestable au point de vue juridique, mais à laquelle manque forcément, car on ne peut tout avoir, la connaissance étendue et basée sur la pratique que possède M<sup>me</sup> Véronne des innombrables cas dans lesquelles l'anarchie qui règne dans le statut de la femme à travers le monde est cause de difficultés et d'injustice sans nombre.

Les autres membres féminins de ce Comité d'experts sont M<sup>lle</sup> Hesselgren (Suède), qui avait là sa place toute marquée, comme rapporteur sur cette question lors des débats de septembre dernier, et à laquelle nous osons espérer que le Comité une fois constitué offrira

<sup>1</sup> Voir le Mouvement N° 514.

## IN MEMORIAM

M<sup>me</sup> Fanny Martin-Baron  
(1864-1938)

C'était le dimanche 16 janvier; les mascarades dites « enterrement du Nouvel An » battaient leur plein à la Tour de Peilz. On avait demandé à la Société des Femmes abstinences d'organiser un thé chaud pour la population en liesse et, comme toujours en pareille occasion, ses membres s'étaient chargées de la corvée. Leur fidèle présidente, M<sup>me</sup> Martin, allait voir elle-même si tout fonctionnait selon ses ordres, lorsque sur la place du Temple, elle s'effondra, terrassée par une attaque de cœur.

M<sup>me</sup> Martin-Baron est morte en pleine activité, car malgré ses 74 ans, elle ne ménageait ni ses forces ni ses peines. Elle était toujours prête à assumer les charges qu'on voulait lui confier. Aussi en 1929 elle n'avait pas reculé devant les lourdes charges d'une secrétaire de l'Alliance nationale de Sociétés féminines. Sachant qu'on n'obtiendrait pas de présidente romande à moins de nommer une secrétaire dans la région de Vevey, elle avait offert ses services, et avec sa conscience coutumière dans tout travail entrepris avec calme et bonne humeur, elle remplit ses fonctions comme une jeune — sa grande expérience de la vie et du travail dans les sociétés féminines lui permettant d'entrer de plein pied dans la ruche qu'est l'Alliance et d'assister la présidente de conseils précieuses. Cette période fut pour elle difficile, remplie d'épreuves personnelles; sa santé menacée, la mort de son mari l'avaient fortement ébranlée. Mais d'autre part, le travail dans le Comité lui a été une aide, l'a rattachée à la vie, elle ne l'a abandonné que lorsque vraiment ses forces physiques n'y suffisaient plus. Après avoir déposé son mandat selon les règlements de l'Alliance, elle quitta le Comité pour reprendre en main le groupe veveysan des Femmes abstinences. Étant devenue membre de l'Eglise libre, elle accepta de faire partie de sa commission d'examen et dernièrement encore de la diaconie. Elle s'est aussi rattachée au Groupe d'Oxford et très vite y est devenue équipière.

Malgré ses activités extérieures, elle était la parfaite maîtresse de maison et une jardinière passionnée. Elle nous a raconté que il y a peu d'années encore elle avait coutume de travailler dans son jardin, de 6 à 8 heures du matin. Il lui en coûtait de renoncer à planter elle-même oignons et poireaux, et on n'a pu lui prendre de la main ni sécateur ni rateau. Sa grande maison hospitalière était le centre de la famille Martin et de

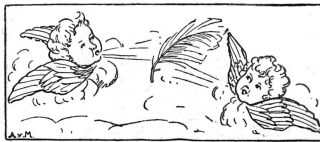
ses nombreux neveux et nièces. Quand ses petites-filles arrivaient en vacances à la Terrasse, c'était le signal de joyeuses réunions d'enfants et d'adolescents.

Être toujours prête à servir les autres, les intimes et cette grande famille qui est la société humaine, tel était le principe de sa nature. Elle nous a raconté que fort jeune encore, à l'école secondaire de Vevey elle s'était beaucoup liée avec une fille d'Elisée Reclus, laquelle lui avait ouvert les horizons de la fraternité humaine en lui parlant des problèmes sociaux. Cette influence ne s'était jamais effacée. Puis avec son mari médecin, elle est entrée dans le travail social pratique; le dispensaire antituberculeux lui a permis de se familiariser avec les problèmes économiques que pose la maladie, et elle est devenue une promotrice des assurances sociales. Comme membre du Comité de l'Union des Femmes elle a porté ses idées dans toutes les localités du district. Quand j'ai fait sa connaissance, elle s'occupait des enquêtes lancées par M<sup>me</sup> Pieczynska sur les questions d'éducation nationale. C'est dans son salon qu'on répartissait le travail, de même pour le lancement des idées de la Semaine suisse. Puis peu à peu M<sup>me</sup> Martin, tout en restant fidèle à l'Union des Femmes et à l'Association pour le Suffrage féminin, concentra ses efforts sur la Ligue des Femmes abstinences. C'est sans doute en partant du principe que « prévenir vaut mieux guérir » qu'elle entreprit avec tant de courage et de suite, les actions du groupe veveysan, le kiosque de rafraîchissements qui a fonctionné pendant des années, dimanche après dimanche, sur la place des sports, la fabrication du cidre doux, l'exposition anticoolique pour laquelle M<sup>me</sup> Martin obtint la collaboration des cercles politiques et confessionnels les plus divers. Faut-il rappeler encore combien de ventes de charité et de Missions ont bénéficié de son sens pratique et de son talent d'organisation? On la voyait partout, sans agitation aucune, travaillant d'un sans en avoir l'air.

Le Mouvement Féministe perd en M<sup>me</sup> Martin une fidèle abonnée. Nous l'avons toujours trouvé bien évidence dans son salon, quoique depuis la mort de son mari, elle fût seule à en partager les idées. Elle était très compréhensive pour ses contradicteurs; mais forte de sa conscience très droite, de sa expérience de la vie, elle pouvait les écouter le sourire aux lèvres.

Et maintenant cette belle nature harmonieuse n'est plus à Vevey qu'un souvenir. Puisse ce souvenir demeurer un stimulant pour beaucoup de femmes.

A. de M.



## DE-CI, DE-LÀ

Le „Paris St-Raphael“ passera par la Suisse.

Notre confrère Berna, toujours extrêmement bien renseigné sur les manifestations automobilistes d'intérêt féminin, nous annonce que le parcours de la course annuelle Paris-St. Raphael réservée aux femmes automobilistes empruntera cette année notre territoire. Les concurrentes qui quitteront Paris le 15 février passeront au contrôle du café de la Couronne à Genève le 17 février à midi. Le club suisse des femmes automobilistes projette pour cette occasion une réunion à Genève, au cours de laquelle sera naturellement visité le Salon de l'Auto. Le 18 au matin, dès 7 h. 30, les concurrentes prendront via Grenoble la route de la Méditerranée.

Il paraît que, malheureusement, M<sup>me</sup> Glaser (Berne), qui a toujours vaillamment représenté notre pays à cette épreuve féminine de persévérance et d'endurance en même temps que d'habileté technique et sportive, ne peut pas participer cette année à cette course, mais qu'en revanche une autre inscription suisse a été reçue de St. Gall. Espérons que d'autres surviendront encore, et souhaitons la meilleure bienvenue à toutes les concurrentes étrangères pour leur trop bref séjour dans notre ville.

En souvenir de Mlle de Patton.

Quelques amis de la regrettée doctoresse S. de Patton ont eu la délicate pensée de réunir en un même document la photographie de la défunte et les articles nécrologiques qui ont paru au lendemain de sa mort. Ce document, fort bien présenté, est exposé dans la vitrine de Photo des Nations, place Longemalle, Genève, et tous ceux, amis et clients — et il sont nombreux — qui gardent un souvenir ému à Sophie de Patton peuvent s'en procurer un exemplaire à l'adresse ci-dessus.

## Peut-on faire un usage moral d'une force économique ?

A propos du „boycott japonais“

N. D. L. R. Nos lecteurs n'ignorent pas qu'avec de nombreux économistes, le Conseil Général du R. U. P. international a estimé que le moyen pour arrêter très rapidement l'agression japonaise, et par conséquent les abominables massacres de Chine, qui révoltent la conscience universelle — là où elle est encore capable de se révolter, hélas! — est le boycott des marchandises japonaises. Un grand Congrès à cet effet est convoqué à Londres pour la semaine prochaine, auquel la participation de nombreuses délégations est annoncée, alors que d'autre part le Secrétariat International, après avoir déposé à Genève toutes les statistiques officielles, tous les Annuaires commerciaux, a dressé un document des plus intéressants sur les diverses branches du commerce japonais qui peuvent être assez rapidement affectées par ce boycott pour mettre

le gouvernement japonais dans un embarras financier tel qu'il lui sera impossible de poursuivre cette guerre d'agression et d'invasion qui draine déjà toutes ses possibilités pécuniaires.

Ce plan n'est pas sans soulever de nombreuses réserves de la part de ceux et celles que cette méthode nouvelle de boycottage économique privé inquiète, et qui en craignent les conséquences pour le peuple japonais lui-même, dont la misère est déjà assez terrible. A quoi l'on répond, il est vrai, que tant que durera et s'amplifiera cette guerre, le peuple japonais souffrira de plus en plus, et que pour lui aussi, comme pour la Chine, comme pour la paix du monde, il vaut mieux en finir au plus vite... A notre demande, Mrs. Corbett Ashby, notre Présidente internationale, a bien voulu nous envoyer un article sur ce sujet si discuté actuellement, et qui répond en quelque mesure à plusieurs de ces objections. Nous en donnons la traduction ci-après, nous réservant de revenir dans notre prochain numéro sur cette question, et d'indiquer notamment quels sont les principaux produits japonais qui se vendent en Suisse, afin de documenter exactement toutes celles dont l'appel de Mrs Ashby aura éveillé le sentiment de leur responsabilité d'acheteuses.

...Le boycott des marchandises japonaises ne doit en aucune façon être confondu avec une punition du peuple japonais. Sa signification est toute autre. C'est une tentative faite par des « hommes et des femmes moyens », dans de nombreux pays pour abréger l'affreuse guerre chinoise, et dès que le gouvernement japonais se sera retiré du territoire chinois, ces « hommes et ces femmes moyens » seront tout prêts à renouer des relations amicales et à reprendre des échanges commerciaux avec le Japon.

Il nous faut à cet égard reconnaître l'existence d'une nouvelle puissance dans le monde, qui, comme toutes les puissances, peut être employée pour faire beaucoup de mal ou beaucoup de bien. Aucune nation actuellement n'est entièrement indépendante et ne peut se suffire complètement à elle-même, et cela pas plus l'Empire britannique que les Etats-Unis d'Amérique ou que l'U. R. S. S.; car les richesses de l'Empire britannique sont éparpillées dans le monde, les Etats-Unis ne possèdent point de caoutchouc, et la puissance économique de la Russie est encore loin d'avoir acquis son plein développement. Or si nous reconnaissons ce fait, nous devons reconnaître en même temps que nous pouvons en faire usage de deux façons différentes: en temps de paix, nous devons faire tout ce que nous pouvons pour développer les échanges commerciaux et faire tomber les barrières des restrictions, de telle façon que les richesses du monde soient équitablement accessibles à tous. La responsabilité des grandes puissances coloniales est considérable en ce domaine.

Mais lorsque la guerre éclate entre des nations, en quelque coin du monde que cela soit, nous devons dès de faire usage de ce système économique moderne pour venir en aide à la victime et arrêter l'agresseur. C'est d'ailleurs ce que les nations auxquelles nous appartenons ont pris l'engagement solennel de faire en signant le Pacte de la S. d. N. On sait comment cette politique n'a été qu'à moitié suivie la première fois qu'elle aurait dû être appliquée, et maintenant les mêmes gouvernements qui viennent de se réunir solennellement à Bruxelles fournissent au Japon tout ce dont

la présidence; M<sup>me</sup> A. Godjevac (Yougoslavie) qui accompagna à titre d'expert la délégation de son gouvernement à la Conférence de La Haye (nationalité de la femme mariée) et spécialiste des questions de cet ordre; et Miss Dorothy Kenon (Etats-Unis), une des femmes juristes les plus connues et les plus appréciées de New-York. A ces quatre noms féminins, il faut ajouter trois noms masculins — car pour la première fois à la S. d. N. ce Comité compte une majorité féminine! — soit ceux de MM. Gutteridge (Gde-Bretagne), de Ruelle (Belgique) et Sebastyen (Hongrie).

Et maintenant, c'est avec le plus grand intérêt que nous allons voir ce Comité se mettre à l'œuvre et que nous lui souhaitons plein succès.

J. GUEYBAUD.

## Et les femmes ?

Le Dr. G. Spengler, décédé l'autre hiver à Lausanne a légué 100.000 fr. à la Ville de Lausanne, pour créer un fonds Marie Spengler-Valotton, dont les intérêts serviraient à aider des veuves sans ressources ayant des enfants âgés de moins de quinze ans. La Municipalité a désigné les membres du Comité de ce fonds, cinq hommes, dont personne ne songe à mettre en doute les qualités et les compétences. Mais vraiment, c'était la bonne occasion de faire appel à la collaboration féminine. Nous ne manquons pas, à Lausanne, de femmes adonnées au travail social, qui connaissent admirablement les misères et qui étaient désignées pour siéger dans ce Comité.

S. B.

et pour l'exposé desquelles nous passons la plume au correspondant du Journal de Genève :

Je connaissais la loi de notre Code civil qui accorde un augment aux femmes veuves; j'admire cette sage institution du Législateur, surtout avec les restrictions morales qui l'accompagnent; je ne m'étois pas avisé, je le confesse, d'approfondir le sens de la loi et de me pénétrer de l'intention de celui qui l'a faite, parce que je m'en rapportais sur cet objet, comme sur beaucoup d'autres, à ceux qui sont préposés pour l'exécuter, m'imaginant pas qu'on eût pu lui donner une extension abusive, et qui fût en opposition avec la loi elle-même: c'est cependant ce dont on m'a convaincu.

Pour transmettre à mon Lecteur les motifs de ma conviction, je dois lui faire connaître les raisons sur lesquelles elle est fondée, et lorsqu'il les aura lues avec attention, je ne doute pas qu'il pense comme moi. La loi s'exprime ainsi: Il sera dû aux femmes qui, lors de leur mariage étaient vierges, un augment sur les biens de leurs maris si elles survivent. Lequel sera, s'il n'a pas été convenu autrement, de la moitié de la dot pour jouir des fruits d'icelui pendant leur vie, etc.

Que résulte-t-il d'une loi aussi bien motivée? La conséquence en est simple et naturelle. La voici. Tout homme qui en mourant laisse du bien, doit à sa femme, en vertu de la loi, une somme équivalente à la moitié de sa dot, pour la récompenser de sa vigilante activité pour les intérêts de son mari; de l'économie avec laquelle elle a régi les affaires domestiques; de sa modeste, de sa vertu, et des

soins qu'elle a prodigué à sa famille; mais dans quelles circonstances la loi lui donne-t-elle ce droit? C'est seulement après la mort de son mari, et lorsqu'il laisse du bien; ces deux conditions sont absolues et trop bien tenorisées par le Législateur pour qu'il puisse s'élever aucune contestation sur ce sujet.

Examinons maintenant comment l'on pourrait appliquer cette loi en faveur des femmes dont les maris ont failli. Il sera dû aux femmes un augment sur les biens de leurs maris. Cela est très juste, mais quel est le bien que laisse un homme qui ne peut satisfaire à ses engagements? Puisqu'il a moins que rien, comment et avec quoi paiera-t-il la dette de l'augment? Une telle question n'exige aucune réponse. On peut placer un failli dans le cas d'un homme qui en mourant ne laisserait pour tout bien que la dot de sa femme; dans une circonstance telle, où ira-t-on chercher ces prétendus droits féminins? Autorisera-t-on cette veuve à aller puiser dans la bourse de ses voisins pour y trouver cet augment qui lui manque et qu'elle réclame en vertu de la loi? Non, sans doute; eh bien, la femme d'un failli est précisément dans le même cas, et cependant l'usage qui est en opposition directe avec la loi lui a permis de retenir sur un bien qui n'a jamais appartenu à son mari, une somme quelconque constituant son augment; mais cette espèce de friponnerie (qu'on me passe l'exactitude et la vérité de cette expression) s'aggrave encore en s'exerçant sur des individus qui en perdant leur fortune en son peut-être réduits eux-mêmes à manquer du nécessaire.

L'intention du Législateur n'a donc pas été certainement de consacrer l'augment pour la dot

des femmes dont les maris ont failli; la manière dont il s'est exprimé en est la preuve incontestable, et sa réticence sur les cas de faillites atteste que dans ces temps heureux les fortunes contenues par une sage et raisonnable ambition, n'étaient pas exposées aux secousses qu'elles reçoivent depuis quelques années: s'il arrivait une faillite, c'était le produit de malheurs bien constatés, et non pas celui de l'amour éffréné des richesses; un Négociant qui perdoit son bien et même celui des autres, étoit plaint généralement, on s'efforçait de le secourir en remontrant son commerce; ses créanciers s'imposaient le devoir de coopérer par un don gratuit à l'entretien de cette famille malheureuse, en accordant à la femme l'augment stipulé par la loi.

Dès que cette coutume, qui d'un côté étoit fondée sur l'honnêteté et la bonté, et de l'autre sur le besoin, s'est introduite, elle s'est accréditée, et a servi de pont pour toutes les faillites. Chaque femme s'est imaginé que c'étoit légalement qu'elle réclamoit son augment et que l'on ne pouvoit le lui refuser. Les Créanciers eux-mêmes l'ont cru, et ils ont toujours accédé à une demande si illusoire; mais s'ils eussent consulté la loi, et que refusant en vertu de cette loi de souscrire à tout engagement relatif à l'augment de la femme du failli, ils eussent enfin porté cette affaire devant les Tribunaux, je ne doute pas... qu'ils n'eussent gagné leur cause... Mais je prévois d'avance que l'on auroit opposé au gain de cette cause, l'usage, comme ayant prévalu sur la loi et l'ayant annihilée, que cet usage auroit fort bien pu faire perdre ce procès, en y ajoutant même les frais et les dépens.

Un tel doute, que l'on pourroit presque ériger

## Variété: Vieux journaux

« Sur l'augment que la Loi accorde aux femmes »

Le hasard qui a fait tomber entre nos mains le No 43 de la 11<sup>me</sup> année du Journal de Genève (15 juillet 1793) a voulu que ce feuillet jauni de 4 pages contint précisément un article sur la situation civile de la femme genevoise à cette date.

Entendons-nous: il ne s'agit nullement d'un exposé documentaire sur la législation touchant la femme, et encore moins d'une polémique en faveur du droit de la femme. Bien que ce soit la pleine période révolutionnaire, et que le souvenir de Condorcet et de Beaumarchais qui ont invoqué le principe de l'égalité des droits entre les sexes doive être encore présent à l'esprit de tous, l'auteur de l'article dont nous reproduisons ci-après les principaux fragments ne paraît guère s'inquiéter du point de vue qui serait le nôtre. Ce qui l'intéresse, c'est comment, ayant assisté pour la première fois à une séance de l'Assemblée nationale, malgré que « cette institution ne soit pas dans ses principes » il y a entendu une discussion sur l'augment que la loi accorde aux femmes, « soit, si nous comprenons bien sur la part d'héritage que la loi d'alors obligeait chaque mari à laisser à sa femme par testament. Seulement cette loi si juste n'avait pas prévu le cas du mari mourant insolvable: de là les difficultés venues en discussion devant l'Assemblée